

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOUIRON**

La Cave Bodin  
36360 Villentrois-Faverolles-En-Berry

Références : VI 20/03/2025 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010008141

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2025 dans l'établissement SOUIRON implanté La Cave Bodin 36360 Villentrois-Faverolles-en-Berry. L'inspection a été annoncée le 27/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOUIRON
- La Cave Bodin 36360 Villentrois-Faverolles-en-Berry
- Code AIOT : 0010008141
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située au lieu dit "la cave Bodin" sur le territoire de la commune de Villentrois Faverolles en Berry. Le matériau exploité est du tuffeau par campagne annuelle d'extraction sur deux semaines. L'extraction est effectuée à la pelle mécanique et les blocs extraits sont ensuite chargés sur les camions pour être acheminés jusqu'à l'usine de taille de la société, située sur la commune de Mur de Sologne (Loire et Cher), dont l'activité principale est la taille de pierre de tuffeau pour la restauration de bâtiments anciens ou de monuments historiques, mais également la maçonnerie.

Il n'y avait aucune activité le jour de la visite d'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Conduite de l'extracation	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 1.2.3	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 1.5	Sans objet
4	Conduite de l'extracation	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.1.2	Sans objet
5	Conduite de l'extracation	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.5	Sans objet
6	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.8.1	Sans objet
7	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.8.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Nature des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Matériaux extraits et quantités autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les matériaux extraits de la carrière sont du calcaire (Tuffeaux du Villentrois) pour une production maximale de matériaux de 800 tonnes/an. La quantité totale autorisée à extraire est de 15 000 m <sup>3</sup> (soit 30 000 tonnes).
<b>Constats :</b>

<p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé d'extraction depuis 2022. La prochaine extraction sera réalisée au 2ème semestre 2025.</p> <p>L'inspection précise que l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 septembre 2023, article 1.2.1, prescrit une extraction par an pour une durée de 2 semaines. L'exploitant confirme qu'il utilise l'application GEREP pour notamment renseigner le tonnage extrait.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Nature des installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périmètre d'éloignement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection des installations classées constate, sur le plan de relevé de carrière en date du 17 novembre 2022 élaboré par Géoplus au profit de l'entreprise Soupiron lors de la dernière extraction, que les bords des excavations de la carrière à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Conduite de l'extracation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Informations au tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Écart constaté:</b></p> <p>L'inspection constate que le panneau d'information à l'entrée de la carrière n'est pas à jour notamment sur l'intitulé de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le nouvelle référence, de l'arrêté préfectoral d'autorisation pour le renouvellement de la durée d'exploitation et d'extension d'une</p>

<p>carrière à ciel ouvert ouvert de Tuffeau située au lieu-dit "la cave Bodin" sur le territoire de la commune de Villentrois Faverolles en Berry par la SARL Soupiron, est en date du 25 septembre 2023.</p> <p>L'entreprise Soupiron a déjà fait réaliser le nouveau panneau qui sera fixé suite à la visite.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 4 : Conduite de l'extracation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection des installations classées a constaté la présence des bornes sur site, elles sont dégagées et en place. Le site est totalement clôturé avec une sécurisation adéquate aux enjeux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Conduite de l'extracation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.1.4.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitation de la carrière est effectuée par campagnes de deux semaines d'extraction annuelles de 8h00 à 17h30 les jours ouvrés.</p> <p>Le carreau de la carrière a pour cote minimale 106,5 m NGF.</p> <p>L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur maximale de 13 m par rapport au niveau naturel du terrain.</p> <p>L'exploitation s'effectue par gradins. La hauteur verticale de chaque gradin n'excède pas 7 mètres et ils sont séparés par des banquettes de largeur minimale 8 m. [...]</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'inspection des installations classées constate que l'extraction s'effectue par gradins. L'entreprise Soupiron confirme que l'exploitation de la carrière est effectuée par campagnes annuelles de deux semaines d'extraction de 8h00 à 17h30 les jours ouvrés et l'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique. Les matériaux extraits sont utilisés comme pierres de taille par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Bilans périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le positionnement des fronts ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'entreprise a transmis à l'inspection des installations classées par courrier en date du 13 mars 2025, le plan annuel orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie. Le plan reste inchangé car aucune extraction n'a eu lieu en 2024.</p> <p>Ce plan respecte les prescriptions de l'article 2.8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 25 septembre 2023.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Bilans périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/09/2023, article 2.8.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation et rapport annuel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

[...] Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus-nommé.

Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :**

Pas d'écart constaté.

L'entreprise a transmis à l'inspection des installations classées par courrier en date du 13 mars 2025, les éléments du rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation.

L'exploitant y confirme qu'aucune extraction n'a eu lieu pour l'année 2024 et que la prochaine extraction sera réalisée en juillet ou août 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite